



*La portée du programme du Gouvernement, la correction des déséquilibres financiers, les effets pervers de la Covid-19, la responsabilité des actions, les acquis à consolider ...*

## Le 2020 du Gouvernement en cinq points

**Portée du Programme du Gouvernement.** Défini de concert avec le Président de la République, il avait été établi pour une période de cinq ans, c'est-à-dire pour la durée de la législature. Il est donc biaisé de vouloir en établir le bilan général et de tirer des conclusions hâtives au terme de seulement 15 mois de son exécution. Du point de vue économique et même social, il y a toujours un délai de réponse entre le moment où les mesures sont mises en œuvre et le moment où leurs effets commencent à se manifester. On ne peut donc s'attendre à trouver des réponses aux problèmes réputés structurels, dans un horizon conjoncturel.

**La correction des déséquilibres financiers hérités.** Le Gouvernement du Premier Ministre Ilunga Ilunkamba est entré en fonction neuf mois après l'investiture du Président de la République. Avant que ce Gouvernement ne soit investi, les finances publiques ont été gérées de manière non orthodoxe. Les caisses de l'Etat étaient quasiment vides, les réserves de change érodées et le Franc Congolais battait de l'aile. En outre, les Provinces enregistraient plusieurs mois d'arriérés de rétrocession, sans compter bien d'autres engagements de l'Etat, en souffrance.

Les dérapages révélés à l'occasion du procès dit « des 100 jours » n'en sont qu'une illustration. Le Gouvernement a donc pris ses fonctions sous le signe de la correction inévitable de différents déséquilibres hérités, et s'est attelé à préparer dans les meilleurs délais le Budget pour l'exercice 2020.

**La gestion des effets pervers de la Covid-19.** La pandémie à Covid-19 survenue dès janvier 2020, a produit des effets néfastes sur l'économie et les finances publiques, non seulement de notre pays mais également de toutes les nations du monde. Dans ce contexte, quel Gouvernement se targuerait d'avoir aligné des performances économiques au cours de l'année 2020 ? Aussi, sur le plan social, la priorité du Gouvernement a-t-elle consisté à préserver la vie de nos concitoyens contre les effets de cette maladie qui a décimé des millions d'êtres humains à l'échelle mondiale. Le Gouvernement a élaboré et exécuté avec satisfaction un plan de riposte. Dans la foulée, un Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des Impacts de la Covid-19, PMUAIC en sigle, a été mis en place. L'exécution de ce programme, qui se poursuit jusqu'à ce jour, a permis de sauvegarder le tissu économique et à limiter la détérioration du bien-être social.

**La responsabilité des actions du Gouvernement.** La quasi-totalité des 52 réunions du Conseil des Ministres ont été présidées par le Président de la République, Chef de l'Etat, lequel donnait des orientations, coulées par la suite sous forme de décisions du Conseil. Ceci relativise la responsabilité du Gouvernement, autant qu'il balaie quelque blocage que ce soit dans la mise en œuvre du Programme.

**Les acquis du Gouvernement à consolider.** En dépit des circonstances difficiles tant du point de vue national qu'international, la stabilité du cadre macroéconomique, gage de croissance et



d'amélioration progressive des conditions sociales a été maintenue. L'inflation a été contenue à environ 15 %, le taux de change a été stabilisé autour de 2 000 Francs congolais pour 1 dollar américain, la gratuité de l'enseignement de base a été mis en œuvre. Sur le plan du climat des affaires, le taux de facilitation, qui est passé de 35,2 % à 36,2%.

Dans le secteur minier, la mise en route réussie du code minier révisé a permis le financement de certaines infrastructures de base grâce à l'application de la nouvelle clé de répartition de la redevance minière et de constituer d'importantes réserves financières au titre de Fonds minier pour les générations futures, FOMIN en sigle.

Sur le plan agricole, le Plan national de relance agricole qui vise l'ensemencement de 7,5 millions d'hectares avec 80 000 encadreurs pour l'ensemble des 26 provinces du pays, impliquant un total de plus de 14,5 millions de ménages a été mis sur pied.

Edito

Homme d'Etat

« L'enfer, c'est les autres ». Cette assertion, on la croirait tout spécialement pensée pour la classe politique congolais. Si non, comment expliquer ses formidables « qualités » de girouette ? Cette propension à se dédouaner et à charger « l'oiseau rare » qu'on a ovationné la veille ? Si non, comment expliquer qu'en l'espace d'un mois des députés nationaux passent d'un vote de confiance massif à l'occasion du vote du budget, à un vote de motion de censure tout aussi massif, à l'occasion de ... rien ? Assurément, l'opinion internationale, et la frange nationale qui garde encore la tête froide, restent sans voix, et se demandent en silence ce qui reste encore de la République.

Ne désespérons pas : des « stratèges » ont appris qu'il reste encore quelques hommes d'Etat. Ceux qui interrogent leur conscience et prennent leurs responsabilités devant l'histoire. Ceux qui ne se renient pas dans le seul dessein de continuer le festin à la table du voisin, en détournant les yeux des coups de machettes portés à ce que la République a de plus précieux : son cadre légal.

JANVIER

Syndicats et Gouvernement

## Le dialogue social porte des fruits

5 jours des discussions ont suffi au Gouvernement et au banc syndical pour trouver un accord. Les fonctionnaires de l'Etat, représentés au séminaire résidentiel du 21 au 25 janvier à BIBWA, par L'Intersyndicale Nationale de l'Administration Publique -INAP-, le Syndicat National des Médecins -SYNAMED- et le Syndicat des Médecins du Congo -SYMECO ont accepté de s'acquitter du

paiement de l'IPR. Il s'agit pour tous de contribuer à l'effort national pour financer le programme du Gouvernement en payant l'impôt. Le principe est acté. Selon les termes du protocole signé à BIBWA, il a été convenu de régulariser la procédure de retenue conformément à la loi portant statuts des agents de carrière des services publics de l'Etat, et d'assurer cette retenue sur le salaire de base et les primes. (...) Et plusieurs autres aspects



ont été pris en compte lors des assises de Bibwa. La paix sociale, un moment ébranlée est restaurée. Il convient de préciser que la loi des Finances 2020 prévoit de récolter 54 milliards de francs congolais, au premier trimestre, grâce à l'IPR. FBK

*Epidémie de la fièvre Ebola :*

## Eradication du virus d'ici mars 2020

« Si toutes les conditions de sécurité sont remplies, nous pensons que d'ici la fin du mois de février nous n'aurons plus de cas d'Ebola et qu'au mois de mars ça sera la déclaration de la fin de l'épidémie à virus Ebola ».

Ce sont les assurances données par Dr Jean Jacques MUYEMBE numéro 1 de l'institut National de Recherche Biomédicale (INRB) à l'issue d'une séance de travail des membres du Comité technique de coordination à la Riposte à l'Epidémie à virus Ebola avec le Premier Ministre, Ilunga Ilunkamba le mercredi 22 janvier 2020. Au cours de cet entretien, il s'est agi de faire l'état de lieu de la maladie à virus Ebola dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. L'équipe qui travaille à BIAKATO et MANGINA au Nord Kivu éprouve deux grandes difficultés majeures un engagement provisoire de l'équipe de sécurité pour protéger les personnels et l'équipement ainsi que des difficultés d'ordre financier. Toutefois, malgré l'insécurité, aucun nouveau cas d'Ebola n'est enregistré dans cette zone, selon le Dr Jean Jacques Muyembe Voilà pourquoi, le Premier Ministre Sylvestre Ilunga a promis son implication personnelle pour le décaissement des fonds nécessaires au niveau de la banque centrale afin de mettre fin au virus Ebola le plus vite que possible. Rappelons



par ailleurs que le Premier Ministre a fait de la santé le 11ème pilier dans son programme d'action, un secteur prioritaire, car pour lui,

« S'il est une chose sur laquelle il est peu probable que nous puissions nous diviser, c'est à coup sûr la nécessité de la mise en place d'une nouvelle politique sanitaire dans notre pays. Un peuple privé d'un système sanitaire adéquat est un peuple voué à la mort ».

En présence du Ministre de la santé Eteni Longondo qui a pris part à cette réunion, le Comité de coordination de lutte contre l'Epidémie à virus Ebola a invité le Premier Ministre à se rendre à Goma pour lancer une session de travail du programme de transition post Ebola avec les Gouverneurs des trois provinces concernées par l'Epidémie. Le Nord-Kivu, le Sud Kivu et l'Ituri. ELK

### Suspension des activités à l'Unikin :

*Une mesure pour sauver les vrais étudiants*

Les activités académiques à l'Unikin vont reprendre le 24 février 2020, après la suspension décidée par le Gouvernement. Une mesure prise à la suite d'un mouvement de protestation contre la majoration des frais. Bilan, un policier tué, des blessés et plusieurs dégâts matériels. Le rapport de la

police a identifié des infiltrés dans le mouvement. Le Gouvernement à travers son ministère de l'ESU, pour démasquer ces inciviques, a ordonné le déguerpissement des homes, la réintégration se fera sur base de l'identification des étudiants régulièrement inscrits. SMK



### Les hommes d'affaires Egyptiens sur le terrain énergétique en RDC

Les Gouvernements congolais et Égyptien ont réfléchi le lundi 27 janvier 2020 à la Primature sur les possibilités d'investissement des entreprises égyptiennes en RD. Congo plus précisément dans le secteur de l'énergie. C'est ce qui ressort de la séance de travail que le Premier Ministre, Ilunga



Ilunkamba, a présidé avec une forte délégation d'hommes d'affaires Égyptiens notamment des capitaines d'industrie du secteur privé et une forte délégation du secteur public, conduite par le Docteur Mohammed Shaker Ei Makarbi, Ministre de l'Electricité Renouvelable de la République d'Égypte. Du côté congolais l'on a noté la présence du Ministre d'Etat des Ressources Hydrauliques et Électricité Eustache Muhanzi Mubembe, ainsi que le Vice-ministre des Ressources Hydrauliques et Électricité, Papy Mpungu Lwamba. Selon le Ministre égyptien, le but de cette visite est de réfléchir sur comment les investisseurs Égyptiens peuvent contribuer positivement à travailler et accompagner la République Démocratique du Congo en mettant un accent plus particulier sur la production, le transport et la commercialisation de l'énergie. AKI

## Indaba Mining 2020 : Ilunga Ilunkamba au front

(..) Profitant de son passage solennel à la tribune du 26<sup>ème</sup> Forum minier de Indaba Mining 2020, tenue à Cape Town International conférence Center, CTICC, en Afrique du Sud, le Premier Ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba est revenu sur l'importance de mettre un terme aux pillages des ressources minières de son



pays, qui donne du prétexte à la prolifération des groupes armés. En effet, les minerais du sang financent les activités des groupes armés qui ont déjà tués sauvagement plus de six millions de congolais dans l'Est de la RDC.

Devant les groupes miniers, il a donné les axes prioritaires de la politique minière de la République Démocratique du Congo. Il s'agit entre autres du respect des dispositions du code minier en vigueur par tous les intervenants du secteur, de l'assainissement de l'exploitation minière artisanale pour lutter efficacement contre la fraude minière, la présence et le travail des enfants ainsi que des personnes vulnérables, la promotion de l'entrepreneuriat local par la sous-traitance, et la création du fonds minier pour les générations futures. Il est question d'intégrer les

aspirations des peuples dans la gestion des ressources minières a dit le Premier Ministre congolais avant d'insister sur l'impératif de promouvoir dans le secteur des mines un type de partenariat « gagnant-gagnant » pour toutes les parties. cela passe par le respect des lignes directrices de la vision Minière africaine qui appelle à l'industrialisation de l'Afrique à partir de l'exploitation rationnelle et durable des ressources minières en vue d'entraîner des effets positifs dans les autres secteurs d'activités de la vie économique des Etats africains.

A indaba Mining 2020 devant la presse locale et étrangère, le Premier Ministre congolais a aussi relevé pour le cas de la RDC, les profits tirés de la redevance minière, l'une des grandes innovations du Code minier revisité en 2018. Au-delà de gonfler les re-

« Conférer au secteur extractif un rôle hautement stratégique, celui de servir de levier le plus important du processus de diversification de l'économie ».

« **Les ressources minières de l'Afrique doivent servir au développement du continent noir en général et l'éradication de la pauvreté en particulier, et plus jamais au financement des conflits et des guerres** »

Ilunga Ilunkamba  
Premier Ministre de la RDC

cettes de l'Etat, cette redevance minière fixée à 25% pour les provinces, apporte de l'argent aux communautés et aux Entités Territoriales Décentralisées, ETD, qui ont la charge des populations riveraines de minerais. Le développement observé dans les provinces du Lualaba et du Haut-Katanga est un parfait exemple. (...) SMK

*Développement à partir de la base*  
**Bientôt une desserte accrue d'eau potable pour Mbuji-Mayi**



Quelques heures, c'est la durée du court séjour du Premier Ministre Ilunga Ilunkamba le 06 février 2020 à Mbuji-Mayi. Pour les habitants de la capitale du diamant, ces quelques heures valent tout leur pesant ... de diamant! Longtemps privés d'eau potable, ils ont accueilli en liesse le chef du Gouvernement pour la pose de la première pierre des travaux de construction des infrastructures d'adduction d'eau potable dans leur ville. Ce projet du Gouvernement congolais est financé par la Banque Africaine de Développement à hauteur de 26,2 millions de dollars américains pour donner de l'eau à 3,6 millions d'âmes. Il est une réponse aux études qui démontrent que les maladies d'origine hydrique sont à la base de nombreux décès dans le Kasaï, et de la réduction du taux de scolarité. Les travaux dureront 32 mois.

FBK

## Ilunga Ilunkamba dote la RDC d'un laboratoire national « haute performance » de santé publique

Le chef du Gouvernement, Ilunga Ilunkamba, a pris l'engagement dans son programme d'action d'accroître la capacité de la RDC dans la riposte contre les grandes endémies notamment le VIH, la tuberculose et le paludisme, ainsi que pour améliorer la lutte contre les épidémies de la rougeole, du choléra et particulièrement de la maladie à virus EBOLA dans les zones affectées. Dans l'intérêt de mettre en place des dispositifs sanitaires pour protéger le peuple congolais, le Premier Ministre a doté l'Institut National des Recherches Biomédicales, INRB, au mois de février 2020, d'un laboratoire national de santé publique de niveau p3. Le niveau P3 est un niveau de haute performance. La République Démocratique du Congo peut faire face désormais aux urgences épidémiologiques du niveau le plus élevé. 32 millions de dollars américains



ont été nécessaires à la construction des bâtiments et 5 millions de dollars pour les équipements médicaux, financés par l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JIICA).

Cette nouvelle infrastructure comprends un Centre de Diagnostic et de Recherche de haut niveau de sécurité catégorisé P3, un centre d'essais Cliniques et un Centre de Formation.. (...) SMK

MARS

Des séances  
de travail en  
mode continu...

## Lutte contre les effets du COVID-19

# Bithérapie Ilunkamba en soutien à l'économie nationale

Les premiers sensibilisés sont les chefs de confessions religieuses, reçus le 19 mars à la Primature. Tous, conscients du risque de la propagation de la pandémie du COVID-19, ont salué lors des échanges, les mesures prises par le Conseil des Ministres et ont invité le peuple de Dieu au respect strict mesures préventives.

Le Premier Ministre s'est ensuite plié au même exercice, le 20 mars, avec les Transporteurs en commun publics et privés de la Ville de Kinshasa. Le Directeur général de l'ONATRA, les responsables de l'Association des Chauffeurs du Congo, ACCO, et ceux de l'Association des Propriétaires des Véhicules de Transport en Commun du Congo, l'APVCO, ont tôt fait de se rendre à l'évidence de l'impératif des mesures prises par l'Exécutif central et de s'y plier.

L'autre réunion du Premier Ministre a concerné, le lendemain 21 mars, les Administrateurs des marchés publics de la ville de Kinshasa. Avec les transports en commun, les marchés publics sont des potentiels bouillons de culture du virus. Il fallait prendre des mesures pour respecter scrupuleusement les prescrits d'hygiène. Et les mesures de distanciation sociale.

Aux précautions d'hygiène, il convenait d'adjoindre la riposte économique. A cet effet, le Premier Ministre a eu une séance de travail le 23 mars avec les Opérateurs économiques, affiliés à la Fédération des Entreprises du Congo, FEC, à la FENAPEC, à l'ANEP et à la COPEMECO. Il en a résulté, dès le 26 mars, des annonces fortes, aussi bien pour soutenir la demande des ménages, que pour soutenir l'offre des produits de première nécessité. Entre deux séances de travail s'insèrent les visites d'inspection, comme le vendredi 20 mars à l'Aéroport International de N'djili pour se rassurer du dispositif sanitaire pour éviter la propagation du Coronavirus (COVID-19) en RD Congo. SMK

L'économie congolaise, à l'instar des économies de nombreux autres pays aussi bien en Afrique que dans le monde, ressent durement les effets néfastes du choc lié à la propagation de la pandémie à coronavirus. Un peu partout dans le monde, l'activité économique ralentit, lorsqu'elle ne s'arrête pas complètement.

L'économie congolaise, déjà vulnérable à l'instar de celle de beaucoup d'autres pays d'Afrique subsaharienne, voit ces fragilités exacerbées avec la crise sanitaire à laquelle le monde fait face. L'aggravation des vulnérabilités de l'économie congolaise aura des conséquences extrêmement graves d'autant plus que l'économie de la RDC est dépendante de l'extérieur. Les usines des principaux

partenaires qui se fournissent en matières premières congolaises sont quasiment à l'arrêt, réduisant ainsi de manière drastique les ressources financières. (...) Il était donc impérieux de prendre des mesures exceptionnelles, aussi bien sur le plan économique que sur le plan sanitaire, pour atténuer l'impact économique de la pandémie à coronavirus.

Des mesures qui se déclinent donc en deux axes, et constituent une vraie bithérapie, sanitaire et économique.. Ces mesures se rapportent à l'activité économique pour soutenir l'offre par les opérateurs économiques, aux ménages pour soutenir la demande en soulageant leur budget de certaines charges récurrentes, à la politique budgétaire, à la politique monétaire, au système fi-



nancier, aux mesures de prévention et de sensibilisation de la population pour contenir la propagation de la maladie. (...) AKI

## Des mesures sociales pour soulager les ménages durement frappés par la crise consécutive au COVID-19.

### L'eau et électricité gratuites pour tous

(...) Parmi ces mesures, il y en a une que les congolais ont appris avec soulagement vendredi 27 Mars 2020, tard dans la nuit, depuis la Primature : le Gouvernement Ilunkamba a décidé l'octroi à titre gratuit pour une durée de deux mois, de la fourniture d'eau et d'électricité aux ménages, aux hôpitaux, ainsi qu'aux micro petites et moyennes entreprises (MPME) frappés par la suspension de leurs activités (...) Pour permettre à la SNEL et à La REGIDESO d'être en mesure de continuer à desservir la population, le Gouverne-

ment a prévu le paiement des arriérés de consommation d'eau et d'électricité des administrations.

### Interdiction de licenciements massifs

(...) Toujours dans le souci de préserver le pouvoir d'achat des ménages en protégeant notamment les emplois, le Gouvernement a formellement interdit tout licenciement massif fondé sur les mesures de confinement dans le cadre de la lutte pour circonscrire la pandémie à coronavirus. (...) SMK

## Des mesures économiques pour soutenir l'activité commerciale et s'assurer de l'approvisionnement de la population.

Parmi ces mesures on peut noter :

- le soutien aux entreprises au moyen d'un financement du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) à taux zéro, pour financer la continuité ou, le cas échéant, la relance de leurs activités.
- la suspension durant trois mois, du paiement de l'impôt sur la revenu locatif à charge de ces entreprises;
- la suspension durant une période de trois de l'application des pénalités de retard dans le dédouanement des marchandises de première nécessité, afin d'alléger la pression sur les opérateurs économiques;
- la levée des barrières policières et postes de contrôle à l'intérieur du territoire sur les voies d'acheminement des produits de consommation de masse, pour permettre la fluidité de la circula-

tion des marchandises. De leur côté les Opérateurs Économiques ont pris l'engagement de sensibiliser leurs membres pour éviter la spéculation sur les prix des produits de première nécessité sur les marchés et, pour ceux qui le peuvent, payer l'impôt avant le 30 avril prochain afin de permettre au Gouvernement Central de disposer des moyens de sa politique.

### Marché de grossistes pour approvisionner les grands centres

La pandémie à coronavirus a produit, parmi d'autres effets, l'augmentation rapide des prix des denrées de grande consommation (...). Le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba a donc décidé la mise en place d'un mécanisme pour l'approvisionnement des produits agro-alimentaire dans les grandes villes. AKI

Rapatriement des compatriotes bloqués à l'étranger

## La fin d'un long calvaire

AVRIL



### Avec le Gouvernement Ilunga, la RDC n'abandonnera plus ses enfants à l'étranger

« *peut pas abandonner ses enfants en difficulté en dehors du pays. Ce sont des compatriotes* », a affirmé le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba lors des séances de travail avec la Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères, Marie Tumba Nzeza, le Ministre d'Etat à la Communication & Média, David Jholino Makelele, le Ministre de la Santé, Eteni Longondo, ainsi que les hauts responsables de tous les services impliqués dans la bonne exécution de cette opération de rapatriement. Des concertations avec d'autres pays de provenance sont en cours de finalisation : quelques centaines de compatriotes sont encore bloqués notamment à New-Delhi, Istanbul, Cotonou, Lomé, Johannesburg, Addis-Abeba, et Paris. L'opération est complexe, et ne se limite pas aux questions d'affrètement des avions : le congolais n'a pas coutume à se signaler à son ambassade lorsqu'il arrive dans un pays étranger, d'où la difficulté à le localiser en cas de nécessité comme c'est le cas en cette période de pandémie à coronavirus. Cette attitude a largement contribué à retarder leur identification et leur localisation.

SMK

Le Gouvernement Ilunga procède au rapatriement progressif des ressortissants congolais bloqués à l'étranger suite à la fermeture des frontières dans le cadre des mesures préventives contre la pandémie du COVID-19. Sur un peu plus de 1.200 personnes concernées par cette opération, l'Exécutif central a déjà ramené au pays plus de 400 congolais. 315 d'entre eux provenaient des Emirats Arabes Unis, une quarantaine venaient du Cameroun, de la Belgique et de la Suisse. C'est une question de responsabilité : « *la République ne*

## Malgré la Covid-19, le plus grand employeur n'a pas failli à ses obligations La paie des fonctionnaires ne souffre d'aucun retard

La paie des fonctionnaires du mois d'avril 2020 dès le 18 avril 2020, un peu à la surprise des bénéficiaires dont la plupart sont en arrêt de travail forcé du fait du service minimum instauré à la fonction publique. Le plus grand employeur de tous les temps a décidé que les salaires ne souffraient d'aucun retard, malgré la conjoncture économique difficile. Des réunions préparatoires avec les diverses parties prenantes concer-

nées par la paie des fonctionnaires ont aplani les difficultés, notamment pour tenir compte de la difficulté d'accès à la commune de la Gombe à Kinshasa. Ainsi dans la capitale, spécialement concernée par les mesures de distanciation sociale, les banques payeuses ont ouvert des agences dans les quartiers populaires. Au premier jour de la paie, la satisfaction se lisait sur tous les visages. **CMK**

« (...) nous sommes payés. Nous les fonctionnaires de l'Etat remercions le Gouvernement de la République pour avoir autorisé la paie pendant cette période de confinement. »



« Nous sommes très contents vraiment ; que le Gouvernement continue à fournir des efforts. »



« Je remercie le Premier Ministre : toutes les Banques sont ouvertes et l'opération de paie se déroule sans incident. »



Nous remercions le Gouvernement qui a autorisé la paie pendant cette période de crise sanitaire ; malgré les difficultés auxquelles notre pays est confronté (...) nous sommes payés, nous les enseignants.

MAI

*Elever le niveau de la riposte contre le COVID -19***520 mille dollars US pour le dépistage rapide**

Chaque jour les efforts du Gouvernement Ilunga Ilunkamba sont palpables, et le potentiel de la lutte contre le Coronavirus en République Démocratique du Congo s'accroît. Sur fonds propres du Gouvernement, le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba a procédé le 18 mai 2020 à l'Institut Nationale Biomédicale, (INRB) à la cérémonie de remise de 50000 cartons de dépistage rapide qui comprennent chacun 25 pipettes. Le coût global de ces tests fabriqués par la Firme Belge ZENTECH basée à Liège est de 520000 dollars Américains. Ces kits de dépistage rapide permettront de résoudre le retard connu par rapport aux résultats, en accroissant les capacités de dépistage et donc de prise en charge de la maladie, non seulement à Kinshasa, mais aussi en provinces.(...) SMK

**Baisse historique du prix du carburant à la pompe**

Il s'agit, pour le Gouvernement Ilunkamba, d'une autre manière d'influer positivement sur le vécu quotidien des populations. La baisse des prix des produits pétroliers a été confirmée par des arrêtés de la Ministre de l'Economie nationale, signés le mardi 5 mai 2020. Dans la zone ouest, un litre d'essence coûte désormais 1995,- FC au lieu de 2.240,- Il reste aux autorités administratives provinciales d'engager des pourparlers avec les transporteurs privés pour répercuter cette baisse sur les transports en commun, avec comme corollaire la baisse des prix des denrées de première nécessité dont les prix sont largement influencés par le coût du transport. **CMK**



*Le comité de conjoncture économique veille à la stabilité du cadre macroéconomique*

**Le désenclavement du Sankuru.**

Il s'agit entre autres du manque d'infrastructures routières et aéroportuaires de qualité, du manque d'eau et d'électricité, des difficultés endurées par les Enseignants pour toucher leurs salaires, la riposte à la COVID 19 et surtout la crise institutionnelle entre le Gouvernement Provinciale et l'Assemblée Provinciale. Le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba a pris en compte la pertinence des questions soulevées ainsi que des solutions lui proposées pour une Province qu'il connaît très bien.

**Sécurité et bonne administration du Haut—Lomami.**

Cela passe par la franche collaboration entre le Gouvernement Provincial et l'Assemblée Provinciale. A cela s'ajoutent la sécurité dans le territoire de Kanyama et surtout l'amélioration de la situation socio-économique de cette Province. Ce qui justifie l'implication du chef du Gouvernement Ilunga Ilunkamba dans une dynamique d'approche participative avec le Caucus des Députés Nationaux et Sénateurs du Haut-Lomami.

**Dans la dynamique de paix avec les élus nationaux de l'Ituri.**

Il s'est agi notamment du rétablissement de l'autorité de

l'État dans cette Province, notamment en dotant les FARDC des moyens pour rétablir la Paix le plus vite possible. Le Caucus des Députés Nationaux et Sénateurs originaires de l'Ituri s'est dit très satisfait de la promptitude avec laquelle le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba a répondu à ces préoccupations.

**Accroissement des recettes dans les 3 Provinces de l'ex Bandundu.**

Les hôtes du Chef du Gouvernement ont été agréablement surpris de la maîtrise avec laquelle le Premier Ministre a abordé la question, et se sont satisfaits de la promesse du Chef du Gouvernement de liquider progressivement les rétrocessions dues aux provinces.

**Les élus nationaux du haut-Uélé mis en confiance.**

Ils se sont réjouis de constater que les problèmes économiques de la Province étaient bien compris et pris en compte par le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba et ont appris avec satisfaction la mise à disposition toute prochaine de la rétrocession due aux provinces.

AKI/SMK

## 33.000 hectares de terres arables pour relancer l'agriculture

# Le Gouvernement Ilunkamba se penche sur l'après COVID-19

Le Gouvernement Ilunkamba s'est lancé dans la conquête de l'indépendance du ventre à travers un « programme agricole d'urgence d'intervention post COVID-19 ». (...) A travers ce Programme de Redynamisation du secteur agricole, l'Exécutif central congolais veut donner un coup de fouet à son agriculture. Et d'abord, encadrer la production des paysans pour leur donner la possibilité de produire davantage, racheter cette production et la porter sur les marchés de consommation intérieurs. Une approche qui devrait donner des ressources aux paysans, et ainsi améliorer le niveau de vie des agriculteurs. Ensuite, aménager des sites d'exploitation agricoles et investir dans l'industrie de transformation. A terme, développer une agriculture d'exportation, sources de recettes en devises. Et au passage, économiser les devises destinées à l'importation des produits alimentaires, et réduire le chômage par l'embauche des jeunes. Le défi pour le PM Ilunga est de mettre fin à ce contraste

d'un pays qui dispose de 80 millions d'hectares de terres arables dont seulement 10% sont exploitées. Il s'agit de donner au sol la chance de reprendre sa revanche sur le sous-sol. Le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba s'inscrit donc dans cette logique de diversification de l'économie nationale en s'appuyant entre-



autres sur l'agriculture. Le Ministre de l'Agriculture, à l'issue de séances de travail tenues par le Premier Ministre pour examiner ce programme agricole d'urgence d'intervention post COVID-19, les 16 et 17 juin, a annoncé que dans un bref délai, 33.000 hectares seront mobilisés pour cultiver le riz, le maïs, le manioc et les haricots. Déjà, 3000 tonnes de riz produit localement, à Kimpepe, au Kongo Central seront bientôt disponibles sur le marché local, 800 hec-

tares de manioc ont été plantés à MONGATA, la production de maïs est répartie sur plusieurs sites, pour ne citer que des produits qui constituent la base de l'alimentation de congolais. La machine est lancée. Reste à affiner ce « programme agricole d'urgence d'intervention post-Covid ». Une commission d'experts a été mise sur pied pour s'y pencher. **SMK**

*Evaluation de la riposte à la COVID-19*  
**Convergence de vues entre l'Assemblée Nationale et le Premier Ministre**

## Cadre macroéconomique : Des signaux positifs

**Décélération du rythme de formation des prix, ralentissement de la dépréciation monétaire, mais il ne faut pas baisser la garde**

Les membres du Comité de Conjoncture Economique se sont réunis le mardi 23 juin 2020 à la Primature autour du Premier Ministre Ilunga Ilunkamba pour apprécier la situation économique du pays. C'était la dernière réunion du mois de juin, et la première depuis plusieurs semaines au cours de laquelle des signaux encourageants ont été perceptibles. Certes, ce ne sont encore que des frémissements, portés par une légère embellie des exportations du secteur minier congolais, sur fond de hausse des cours des métaux exportés par la RDC. (...) le Comité de conjoncture économique a noté une décélération du rythme de formation des prix, et un ralentissement de la dépréciation monétaire. L'approbation, le 15 juin par le Conseil des administrateurs du groupe de la Banque Mondiale d'un montant de USD 1 milliards de

l'Association Internationale de Développement, IDA, constitue une autre bonne nouvelle. Ainsi, les signaux, jadis au rouge, virent donc au vert-orangé, car Il faut rester vigilant et maintenir le cap de la bonne gouvernance.

C'est ainsi que le Comité de Conjoncture économique a pris l'option d'un « protocole de gestion de politique budgétaire et monétaire » entre la Banque Centrale du Congo et le Gouvernement, représenté par le ministère du Budget et celui des Finances. Il s'agit de lier le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo par des principes d'orthodoxie budgétaire qui les contraignent à ne pas recourir au financement monétaire, source d'inflation, la RD ayant opté pour une exécution budgétaire sur base caisse : ne peut dépenser que ce qui a été collecté. (...) **AKI**



Le bureau de la « Commission multisectorielle chargée de l'évaluation de l'impact des mesures prises par le Gouvernement de la République pour la lutte contre la pandémie de la Covid-19, mise sur pied à l'Assemblée Nationale, a longuement conféré avec le Chef du Gouvernement le lundi 22 juin 2020. Les membres du bureau de cette commission ont noté une convergence de vues entre le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba et les appréciations des élus nationaux. **AKI**

JUILLET

## Anticipation des effets économiques pervers de la COVID-19

Ilunga Ilunkamba  
Le plébiscite

Au sortir de l'Etat d'urgence sanitaire le 21 juillet 2020, c'est le plébiscite. Une enquête de confiance du centre de recherche multidisciplinaire «Alter » de Kinshasa indique que pour 87 % des personnes interrogées à travers le pays, le Premier Ministre Ilunga et le professeur Muyembe ont bien géré la crise sanitaire malgré les difficultés. Portant, au début de la crise sanitaire, 89 % des sondés ont dit avoir été méfiants sur la situation économique du pays, mais leur méfiance a baissé pour faire confiance aux mesures qui ont été prises dans le cadre de la riposte. Bien plus, les personnes sondées se sont attachées au Premier Ministre : 69 % estime que le gouvernement, et donc son chef, est l'institution qui a été le plus en action sur le front de la riposte. Ilunga Ilunkamba a été le plus à l'écoute, avec 71 % des jugements positifs. Pour 73 % des sondés, le « Prof. » dans son style alliant sagacité, sens des priorités et expertise, fait un bon Premier Ministre, malgré le coronavirus qui n'a épargné aucun gouvernement dans le monde. Parmi eux, 69 % sont persuadés que Ilunkamba a l'étoffe d'un chef à même d'éviter au pays de graves crises politiques et socio-économiques. Bref, un quasi plébiscite. AKI

Parlez des gestes  
barrières à vos enfants



## Et toujours à l'écoute du Congo profond...

### Initiative pour assurer et sécuriser le cycle électoral.

Une initiative regroupant 13 Parlementaires, Personnalités politiques et membres de la Société Civile, toutes les tendances politiques a échangé jeudi 31 juillet avec le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba sur la nécessité des réformes électorales en République Démocratique du Congo en prévision de la bonne tenue des élections en 2023. Selon le député Henry Thomas Lokondo, cette initiative vise à mettre un terme à tous les problèmes rencontrés au pays depuis l'indépendance dans le contexte des élections.

*Pas d'année blanche à l'EPST et à l'ESU*, c'était une réelle préoccupation des parents de tout le Congo profond. Après avoir réuni, lundi 27 juillet 2020, les membres du Comité multisectoriel de la riposte contre la pandémie de la Covid-19, le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba a pris l'option de la reprise graduelle des cours aux niveaux primaire, secondaire et universitaire. Une reprise qui concerne en premier lieu les classes de sixième primaire et de

### Au lendemain de la fin de l'état d'urgence sanitaire, le Chef du gouvernement apparaît comme l'homme orchestre incontesté de la bataille contre la COVID-19

De par le monde, de nombreux opérateurs économiques ont dû mettre la clé sous le paillason. La RDC n'a pas échappé à ce marasme collectif. Selon des estimations du FMI, les recettes publiques ont connu une baisse estimée à 749 milliards des FC, alors que les dépenses publiques, du fait notamment de la riposte à la COVID-19, ont augmenté de 166 milliards de FC. De quoi bouleverser toutes les prévisions budgétaires contenues dans la loi des finances 2020. Avec le concours des partenaires au développement, notamment FMI et Banque mondiale, le Gouvernement Ilunkamba a su contenir un choc qui aurait dû être plus violent. L'appui du FMI sous la Facilité de Crédit Rapide estimé à 363,27 millions de dollars américains a aidé à combler ce trou dans le Budget de l'Etat. Mais il aura fallu pour cela réaliser plusieurs conditionnalités sur base d'une gestion saine et rigoureuse des finances publiques; pas évident devant la pression sociale, faite entre autres de revendications salariales ici et là. De l'avis de nombreux analystes, les congolais devraient s'estimer assez bien lotis. Avec le concours des opérateurs économiques, Ilunga Ilunkamba a pris des mesures d'atténuation du choc économique. C'est le cas de la suspension temporaires de plusieurs impôts et taxes dus à l'Etat pour soutenir d'une part l'offre des produits de première nécessité et d'autre part, la demande des ménages. C'est le cas par exemple de l'Impôt Professionnel sur les Revenus, de la TVA sur certains biens



essentiels, des exonérations de certains produits importés, etc.

L'Etat congolais, le plus grand employeur national, a mis un point d'honneur à continuer à assurer la paie des fonctionnaires sans la moindre retenue, malgré le service minimum instauré dès le début de la pandémie, ainsi que le confinement du centre des affaires à Kinshasa. Pour le secteur privé, des arrangements ont été conclus avec le patronat pour éviter tout licenciement pour des raisons économiques.

Une batterie de mesures qui a valu au Premier Ministre Ilunkamba les félicitations et remerciements du sénateur José Makila, à l'occasion d'une question orale avec débat adressé au Premier Ministre le 26 mai 2020. **CMK**

sixième secondaire, et pour l'enseignement supérieur et universitaire, les promotions de troisième Graduat et de deuxième Licence (G3 et L2). Le Chef du Gouvernement a pris le temps de consulter ses experts pour une reprise sécurisée des cours, dans le respect des gestes barrières et des mesures de distanciation physique édictées par les autorités nationales. Les classes de maternelles et les autres classes du primaire et du secondaire ainsi que les autres promotion à l'Enseignement Supérieur et Universitaire devront encore patienter; il ne faut en aucun cas se précipiter au risque de mettre en danger la santé des élèves, des étudiants et de leurs enseignants.

### Des chercheurs congolais tracent une trajectoire pour un Congo émergent à l'horizon 2040

dans une réflexion menée par des scientifiques de l'Université Technologique Bel Campus. Des orientations stratégiques de développement, qui font suite à la demande du Premier Ministre Ilunga Ilunkamba de voir les chercheurs congolais réfléchir sur la question. **AKI/SMK**



*Lancer le développement à partir de la base*

## La marche vers l'indépendance du ventre

Une population en liesse a communié avec Ilunga Ilunkamba. Un tout premier accueil, de mémoire de « kengelais », d'un Premier Ministre de la République.

C'était aussi l'occasion de procéder au lancement officiel du projet des « Travaux d'Entretien Permanents des Routes de Desserte Agricole » par le cantonnage manuel. Une approche doublement salubre. D'une part, cette approche procure des ressources aux populations riveraines auxquelles la tâche est confiée et, d'autre part, favorise l'accroissement de la production agricole, le paysan étant assuré de pouvoir évacuer son surplus de récolte vers les centres de grande consommation qui verront s'accroître l'offre des produits agricoles. L'accroissement de l'offre des produits agricoles locaux viendra en soutien à l'économie nationale.

On sait la quantité de devises étrangères que dépense le RDC pour l'importation des denrées alimentaires. Par ailleurs, l'on que plus l'offre s'accroît, plus les prix sont susceptibles de baisser. C'est donc tout bénéfique. Le coût total de projet pilote est de 4 millions de dollars Américains, programmé annuellement par le Gouvernement central. Un acompte de 2 millions a déjà été décaissé. Ce projet pilote est destinée à s'étendre sur les 26 provinces congolaises. Ces travaux d'entretien permanent des routes de desserte agricole par le cantonnage manuel, concernent donc 26.000 Km en raison de 1.000 Km par province. « Le développement à la base », vision du Premier Ministre Ilunga est véritablement en marche malgré la diminution des ressources publiques suite à la pandémie de la COVID-19. Le séjour de Ilunga Ilunkamba aura été bref ; trop bref au goût des « kengelais » qui l'ont fait savoir au Chef du Gouvernement, au moment où il s'apprêtait à quitter le Kwango, après avoir visité l'hôpital Général de Référence de Kenge qu'il a doté en matelas et matériels de prévention contre la maladie de Coronavirus. Le Chef du gouvernement a promis de revenir. **AKI**



### *Nouvelle gouvernance des finances publiques* Ilunkamba initie un pacte de stabilité du cadre macro-économique



Depuis le 18 Août 2020, le Gouvernement et la Banque centrale du Congo, BCC, sont liés par un pacte de stabilité du cadre macroéconomique et monétaire. Le Premier Ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, initiateur de ce pacte, tient à une gestion orthodoxe des finances publiques en ce temps délicat où l'économie nationale est encore soumise aux effets négatifs de la pandémie de la COVID-19. L'exécutif central congolais met en œuvre des mécanismes pour garder stable la situation économique du pays, raison de l'élaboration de ce pacte de stabilité du cadre macroéconomique et monétaire par le Premier Ministre. Pour s'y tenir, la tâche sera ardue au quotidien, mais pas impossible, pour le prof Ilunga, Chef du Gouvernement. Docteur en économie, rompu de ce domaine, a déjà fixé à son équipe une ligne de conduite à suivre, « Ne dépenser que ce

que l'on a mobilisé comme recettes » ; les dépenses publiques doivent se faire sur base caisse.

C'est tout naturellement que le Premier Ministre, Ilunga Ilunkamba, géniteur du pacte de stabilité du cadre macroéconomique et monétaire, en a supervisé la signature conjointe entre le Vice-premier Ministre, Ministre du Budget, Jean-Baudouin Mayo Mambembe, le Ministre des Finances, Sele Yalaghuli, pour le compte du Gouvernement, et le Gouverneur de la Banque Centrale du Congo



Déogracias Mutombo.

Désormais, plus question pour les membres du Gouvernement de faire pression pour obtenir des mises à disposition de fonds en procédure d'urgence. Plus question non plus de financer le déficit public. Le Gouvernement de la République ne va donc plus consommer des crédits au-delà de ses ressources disponibles. Il s'agit d'éviter de déprécier le Franc Congolais avec les conséquences connues dans l'économie et la vie de congolais. (...) **SMK**

AOÛT

SEPTEMBRE

*Production d'énergie électrique en RDC***Des nouvelles pistes innovantes**

La production d'énergie électrique tend à se diversifier en République Démocratique du Congo.

Le Gouvernement Ilunkamba, dans l'optique d'augmenter sa capacité de desserte en électricité, a donné son quitus à la société pétrolière PERENCO-REP, qui entreprend de se lancer dans la production et la commercialisation de l'électricité à partir du torchage des rejets de gaz fossiles issu de l'exploitation du pétrole. Ce projet innovant intéresse au plus haut point le Premier Ministre qui s'est lancé le défi de diversifier l'économie nationale, pilier sept du programme d'action de son Gouvernement. Sans fourniture continue de l'énergie électrique, il sera impossible de développer la RDC. Coup double, et même triple, la transformation

de ce gaz en électricité évite un gaspillage d'une source d'énergie qui n'est pas inépuisable, en plus d'une véritable bouffée d'oxygène pour l'environnement. En 2016, selon la Banque mondiale, le volume de gaz brûlé annuellement représentait 150 milliards de m<sup>3</sup>; un constat très alarmant. On n'en est certainement pas resté là.

Aussi, demeure là dans la droite ligne du pilier 10 du programme de son Gouvernement et confirme son ambition de faire jouer à la RDC son rôle dans les enjeux mondiaux relatifs à la lutte contre le changement climatique. La transformation du gaz des torchères en électricité est une politique innovante destinée à préserver l'environnement. Et puisqu'il est plus que temps de résolument se cantonner dans un état de droit, une com-

mission ad hoc a été constituée dans le cadre de ce projet pour veiller à la non violation des dispositions légales en la matière pour assurer à la RDC un partenariat gagnant – gagnant, sous l'autorité du Ministre des Ressources Hydrauliques et Electricité. Le Chef de l'Exécutif central a mobilisé les intelligences et les expertises pour que ce projet s'exécute dans le respect de la législation sur le secteur de l'Electricité.

Pour le Premier Ministre Ilunga, la diversification de l'économie nationale est devenue une nécessité pour une croissance inclusive véritable au bénéfice de la population congolaise. La COVID-19 a démontré que la RDC ne peut plus se donner le luxe d'asseoir son économie uniquement sur l'exploitation de ses produits miniers. **SMK**

**Des doléances pour la bonne marche de la SNCC**

La délégation du Conseil d'Administration de la Société Nationale de Chemin de Fer du Congo, SNCC, conduite par son Président Gabriel Kyungu Wa Kumwanza a soumis en date du 5 Septembre 2020 au 1er Ministre Ilunga Ilunkamba une série de propositions pour sa relance, un cahier des charges reprenant les difficultés de fonctionnement de cette entreprise à relancer. Le Premier Ministre a rassuré l'équipe dirigeante de son appui et de son accompagnement dans la résolution des différents problèmes parmi lesquels le manque de moyens financiers et techniques, le dossier des cheminots retraités, pour ne citer que ceux-là. **AKI**

**Et toujours à l'écoute du Congo profond...****Plaidoyer pour le développement de la province du Mai-Ndombe ...****Tête à tête entre le Chef du Gouvernement et les élus du Mai-Ndombe**

Soucieux du développement du Mai-Ndombe, le Caucus des Députés Nationaux élus du Mai-Ndombe a présenté le lundi 21 Septembre 2020 au Premier Ministre Ilunga Ilunkamba, un mé-

morandum reprenant les problèmes liés au développement de la Province du Mai-Ndombe pour leur prise en compte dans le Budget 2021.

Il s'agit essentiellement de la construction des infrastructures de base, des écoles et universités, des centres de santé, de la voirie urbaine d'Inongo et des routes de desserte agricole de la province. Le Premier Ministre, Ilunga Ilunkamba a rassuré les élus du Mai-Ndombe avec des réponses appropriées aux préoccupations soulevées.

**CMK****.....et des infrastructures de base au Haut-Lomami**

Le Président de l'Assemblée provinciale de la province du Haut-Lomami, Héritier Katandula, le Gouverneur de Province Denis Ngandu Ngoy, le Sénateur Kabuya Lumuna, et les membres du Bureau de l'Assemblée Provinciale venus de Kamina, ont échangé le jeudi 24 septembre 2020 dans la soirée avec le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba. Ces élus ont présenté au Chef du Gouvernement quelques préoccupations liées au développement de la nouvelle Province du Haut Lomami, notamment le manque d'infrastructures de base. Le Premier Ministre, Ilunga Ilunkamba, connaissant la plupart des problèmes socio-économiques de cette province a promis des solutions idoines.

**CMK****Lualaba: des Postes douaniers .....**

prises minières opérant dans la Province du Lualaba notamment la SICOMINES. A cela s'ajoutent l'ouverture des postes douaniers à Dilolo et à Mashimba pour faciliter les transactions commerciales dans cette Province. L'objectif est d'impacter positivement les conditions socio-économiques de la population. **ELK**

Le Caucus des Députés Nationaux du Lualaba en plaidoyer auprès du Premier Ministre Ilunga Ilunkamba pour le déblocage des comptes de certaines entre-

## Covid-19 : Une rentrée des classes sous haute surveillance

Le 12 octobre 2020, après plus de 5 mois de confinement suite au Covid-19, les élèves congolais ont repris le chemin de l'école. Une rentrée sous le respect des gestes barrières et l'obligation du port du masque pour tous les élèves et les enseignants et ce, malgré la levée de l'état d'urgence sanitaire : le danger reste permanent. **FBK**



### Paie des enseignants

## 58.000 nouveaux salariés

Il n'était pas envisageable de parler de la reprise des cours sans penser aux enseignants. L'équipe Ilunkamba a enclenché, comme annoncé début octobre, la paie de 58 000 nouvelles unités, après avoir procédé à la mécanisation de la fonction enseignant en RDC. Le Chef du Gouvernement vient ainsi affirmer son engagement social auprès de ce corps de métier alors que le pays traverse une période de crise économique. D'autres revendications continuent à être examinées, et les plus pertinentes trouveront des solutions en fonction des moyens disponibles. **FBK**

## Navigabilité du fleuve Congo L'expertise égyptienne



Lors d'une séance de travail fructueuse à Kinshasa, Ilunga Ilunkamba a posé les bases de la relance de la coopération bilatérale entre la RDC et l'Égypte

(...) l'ambition pour la RDC à récupérer la place qui lui revient naturellement dans le concert des nations.

Il passe entre autres, par le réchauffement de nos relations traditionnelles existantes mais aussi par la consolidation des liens avec de nouveaux partenaires. C'est dans ce cadre qu'une délégation de l'Autorité de génie militaire des Forces Armées Égyptiennes s'est déplacée en République Démocratique du Congo pour mener des études de navigabilité du fleuve Congo de Boma jusqu'à Kinshasa.

Conduite par l'Ambassadeur d'Égypte en RDC, Hamdy Shaaban, la délégation égyptienne a été reçue le mardi 29 septembre 2020 par le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba, avec qui elle a amorcé la coopération bilatérale entre la RDC et l'Égypte dans di-

vers domaines.

Au sortir de cet échange, le Général Mahmoud Shain qui conduisait la délégation de l'Autorité de génie militaire des Forces Armées Égyptiennes, a fait savoir que six entreprises les accompagnent dans ce projet d'études de faisabilité et, dans le cas où elles s'avèrent positives, ces sociétés en assureront également l'exécution. Il faut noter qu'après une prospection aérienne, les ingénieurs égyptiens ont prévu une reconnaissance sur terrain pour affiner les tracés éventuels et évaluer les impacts sur l'environnement. L'Ambassadeur de l'Égypte en RDC, Hamdy Shaaban, a affirmé que son pays et la RDC s'attellent à construire ensemble une nouvelle dynamique de coopération, un renforcement des liens d'investissement avec Kinshasa. **ELK**

## La santé : soins gratuits contre le cancer

*"S'il est une chose sur laquelle il est peu probable que nous puissions nous diviser, c'est à coup sûr la nécessité de la mise en place d'une nouvelle politique sanitaire dans notre pays"*

Et petit à petit, cette politique se construit. La Couverture Santé Universelle pris comme point de départ dans cette stratégie politique est l'accès aux soins de santé de base. La firme suisse ROCHE, leader dans le domaine de l'oncologie vient renforcer le gouvernement congolais par un partenariat dans le secteur de la santé pour la prise en charge et le traitement du Cancer sous toutes ses formes.

Selon le Directeur pour l'Afrique francophone sud saharienne de la firme suisse, Markus Gemuend, conduit par le Chef de mission adjoint de l'Ambassade de Suisse en RDC, Daniel Freihofer, sa structure envisage un partenariat en co-

financement avec le gouvernement congolais, qui a pour cibles essentielles, la formation, la sensibilisation, le dépistage, la recherche clinique et le traitement liés à cette pathologie. À long terme, l'objectif poursuivi est de rendre disponible un traitement gratuit contre le cancer pour que cette maladie cesse d'être une fatalité.

Déjà, Roche a ouvert une représentation à Kinshasa, créant ainsi des emplois pour les congolais. Elle va se concentrer sur les cancéreux d'origine africaine pour des traitements adaptés.

Le Gouvernement, ouvert aux initiatives qui ont pour but de permettre à chaque citoyen d'accéder aux soins de santé de base, saisit pleinement l'opportunité. Les malades ne seront plus obligés d'aller se faire soigner à l'étranger à des coûts exorbitants et pourront désormais bénéficier des soins gratuits localement. **FBK**

NOV-DEC

## Une usine de montage de bus à Kinshasa...

### Et 500 emplois directs attendus



Le Gouvernement Ilunkamba a signé un contrat de commande de 670 bus pour la société de transport TRANSCO. Deux lots de 110 bus Volvo chacun ont déjà été réceptionnés fin octobre 2020 à Kinshasa, et le reste de la livraison suivra une cadence de 110 bus chaque mois jusqu'à fin février 2021. Et 60 bus Mercedes seront livrés fin avril 2021. Les 170 autres seront montés à Kinshasa!

Le contrat avait été conclu en 2019,

et attendait la conclusion des engagements financiers signés par le Gouvernement congolais, notamment le paiement des acomptes. Il prévoit l'installation d'une usine sous licence de montage des bus de marque Mercedes. Au total 170.

Cette usine sera opérationnelle dès avril 2021 et, générera plus de 500 emplois qui permettront de soulager la population en quête d'emploi et le gouvernement dans son programme de lutte contre la pauvreté et la marginalisation sociale. **AKI**

## La CVM enfin propriétaire Une drague sur fonds propre grâce au Gouvernement Ilunkamba ...

La cérémonie de remise officielle de la nouvelle drague de la CVM, a été présidée par le Premier ministre Ilunga Ilunkamba au Chantier Naval de la CVM (Congolaise des Voies Maritimes) à Boma dans le Kongo Central. Ce précieux outil de travail très moderne, acquis sur fonds propre du Gouvernement Central remet l'entreprise

en selle et cela après près de 41 ans, depuis la dernière drague acquise par l'État Congolais pour le dragage du bief maritime Matadi Océan. Cette acquisition va offrir aux usa-



gers un tirant d'eau conforme aux exigences et recommandations de l'Organisation Internationale Maritime. Le Gouvernement Ilunkamba offre à la RDC une navigation des calaisons stables répondant ainsi aux normes internationales. Cette drague nouvellement acquise, estimée à 10 millions de dollars américains permettra à la Congolaise des Voies Maritimes d'épargner jusqu'à

45 millions de dollars américains voire plus, jadis dépensés dans le contrat de location de la Drague DRESSING. Le Premier Ministre Ilunga Ilunkamba vient d'apporter une nouvelle dynamique aux activités de l'entreprise et ainsi concrétiser les espoirs qu'il a fait naître auprès des Agents et Cadres de la CVM. **CMK**



Facebook : @primatureRDcongo



Twitter: @primatureRDC



YouTube: @primatureRDC

### Editeur

Primature RDC

### Directeur de la Publication

Albert Lieke Milay

### Adresse

355, Avenue Roi Baudouin  
Commune de la Gombe-Kinshasa  
Tél: (+243)81555 56 67  
Fax: (+243)81 555 55 81

### Rédaction Centrale

Françoise Buela Bwaki  
Anny Kitenge Ilunga  
Sandra Mutombo Kankonde  
Claude Molisho Kayembe  
Pierrette Ntambwe Bunduki  
Eliege Luyivuladio Kiameso  
Bibiche Mbonga Magalu E.

### Lay-out

Sadu Sangwani Mobati  
José Kindenda Vangu  
Pompon Umba Landu  
Guy-Germain Mbaki Lema  
Bibiche Mbonga Magalu E.  
**Courriel:** [celcom@primature.cd](mailto:celcom@primature.cd)  
**Site Web:** [www.primature.cd](http://www.primature.cd)